

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 08/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES THOMAS

15 boulevard du chateau
BP 25
42210 Montrond-les-Bains

Références : UID4243-MEA-023-0360
Code AIOT : 0006101290

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2023 dans l'établissement CARRIERES THOMAS implanté Le Chatelard - Chassenay 42122 Saint-Marcel-de-Félines. L'inspection a été annoncée le 26/09/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "sécheresse" 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES THOMAS
- Le Chatelard - Chassenay 42122 Saint-Marcel-de-Félines
- Code AIOT : 0006101290
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société THOMAS a pour activité la production de granulats provenant de roches massives et alluvionnaires.

La carrière de roches dures, dont le matériau (tufs volcaniques) est de bonne qualité a été ouverte en 1984 par l'entreprise THOMAS sur la commune de Saint-Marcel-de-Félines, au lieu-dit « Le Chatelard », et dont l'exploitation a débutée en 1985. Cette création s'inscrivait dans le cadre de la politique mise en place dans les années 1980 sur la reconversion de l'extraction des granulats alluvionnaires vers les roches dures.

Elle bénéficiait d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 14 décembre 1984 pour une durée de 15 ans.

Ce site, actuellement au nom de la société THOMAS SA, a fait l'objet d'une autorisation de renouvellement en 2000 pour une durée de 15 ans pour une superficie de 66 859 m².

En 2008, ce site a été autorisé par APA en date du 24 décembre 2008 pour l'extension et la poursuite de l'exploitation pour une durée de 30 ans, remise en état incluse.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les activités ICPE exercées sur le site,
- la surveillance des émissions de poussières,
- la surveillance des émissions sonores,
- la gestion de l'eau (milieu concerné, volumes prélevés, utilisation...)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	AIR	Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 11	Sans objet
3	BRUIT	Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 14.1	Sans objet
4	EAU	Arrêté Préfectoral du 30/12/2019, article 1er	Sans objet
5	Eau	Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 10.2.1	Sans objet
8	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article annexe 5	Sans objet
9	Sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2.1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autorisation	Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 1	Sans objet
6	Eau	Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 10.2.2	Sans objet
7	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article annexe 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été constatées pour lesquelles l'exploitant doit, **dans les délais** impartis fixés dans le rapport, présenter ses observations et transmettre à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 1
Thème(s) : Autre, Activités ICPE
Prescription contrôlée : Nature des activités: - rubrique 2510-1 (Exploitation d'une carrière de roches dures): Rythme moyen d'exploitation 300 000 tonnes/an et Rythme maximum d'exploitation 400 000 t/an - rubrique 2510.1 (Installation de criblage concassage de matériaux): Puissance installée existante 600 kW - Puissance installée nouvelle 310 kW - rubrique 2515.1 (Pompage d'eau dans la Loire): 54 000 m ³ /an Autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial du 18/10/2005
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a fourni les éléments concernant les activités autorisées suivantes : - rubrique 2510.1 : les tonnages extraits sont conformes , soit 195 569 T en 2022 et 101 605 T du 01/01 au 31/08/2023 ; - rubrique 2515.1 : A la demande de l'exploitant, la puissance maximale des machines installée autorisée a été modifiée en 2010, passant de 910 à 871 kW. Celle-ci n'a pas été vérifiée . - pompage Loire : les volumes pompés dans la Loire font l'objet d'un enregistrement que depuis le 09/03/2023. Pour la période, de 03 à fin 08/2023, 8822 m ³ ont été prélevés dans le fleuve Loire contre les 54 000 m ³ autorisé par AP DDT 42 du 30/12/2019. Conforme
Observations : L'exploitant devra transmettre à l'inspection le volume de la pompe calculé par rapport au volume pompé en 1 heure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : AIR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 11
Thème(s) : Autre, Pollution de l'air
Prescription contrôlée : 1°/ L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières (capotage poste primaire, secondaire, tertiaire, convoyeurs, etc...).
2°/ Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible (mise en place d'un dispositif d'abattage de poussière par ionisation d'eau par exemple, capotage, etc...).
Les pistes de circulation seront entretenues et arrosées en cas de besoin afin de limiter l'envol des

poussières.

Si il y a lieu, les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm³ (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normales de température - 273 Kelvin - et de pression - 101,3 kilos pascals - après déduction de la vapeur d'eau - gaz sec-).

Les périodes de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquels les teneurs en poussière des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure.

Des campagnes de mesures de retombées de poussières dans l'environnement seront réalisées tous les deux ans (plaquettes) en limite des terrains autorisés.

3°/ Dans le cas d'une gêne du voisinage, une étude d'empoussièrement de l'environnement sera effectuée à la demande du Préfet de la Loire, étude qui devra déterminer les concentrations de poussières et les moyens à mettre en œuvre afin de les réduire à un niveau admissible

Constats :

Lors de la visite il a été constaté :

- le capotage des installations de broyage/concassage primaire. Le capotage des concasseurs secondaires et tertiaires sont en cours d'étude, mais les travaux devraient démarrer fin 2023.
- le stockage de matériaux les plus fins en alvéoles fermées sur 3 cotés, l'exploitant étudie actuellement la faisabilité pour les 4 autres.
- des mesures de retombées de poussières à une fréquence trimestrielle (au lieu de biannuelle).

Conforme

Les résultats des mesures effectuées du 30/12/2022 au 01/02/2023, puis du 31/03 au 02/05/2023 sont conformes aux dispositions de l'article 19.7 de l'AM du 22/09/1994.

En effet, toutes les valeurs sont inférieures à 500 mg/m²/j :

- pour la période du 30/12/2022 au 01/02/2023, les concentrations totales sont < à 25 et une est à 28,4 mg/m²/j avec une concentration en poussières minérales de < à 8 mg/m²/j ;

pour la période du 31/03 au 02/05/2023, les concentrations totales sont comprises entre < à 26 et 68 mg/m²/j avec une concentration en poussières minérales de < à 5 et allant jusqu'à 13 mg/m²/j.

Conforme.

Observations :

L'exploitant devra transmettre à l'inspection:

- un échéancier des travaux de capotage des installations précitées,
- les résultats des mesures effectuées en juillet 2023,
- le type de captation et de traitement des poussières des broyeurs et concasseurs précités ainsi que la filière de valorisation de ces dernières.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Délai : 1 mois

N° 3 : BRUIT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 14.1
Thème(s) : Autre, Mesure des niveaux de bruit
Prescription contrôlée : Les niveaux de bruit doivent respecter les prescriptions suivantes: - Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement : Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A) : 6 dB(A) (Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés) et 4 dB(A) (Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés) Supérieur à 45 dB(A) : 5 dB(A) (Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés) et 3 dB(A) (Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés)
Constats : Lors de la visite l'exploitant a remis le rapport des mesures acoustiques effectuées le 7 septembre 2021. Les résultats conclus au non-respect des niveaux de bruit au niveau des ZER 1 et 2.
Observations : L'exploitant devra : - faire réaliser des nouvelles mesures de bruit à la fin des travaux de capotage des installations de broyage et de concassage primaire, secondaire et tertiaire <u>courant 2024</u> et transmettre à l'inspection les résultats de ces mesures.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 6 mois

N° 4 : EAU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2019, article 1er
Thème(s) : Autre, Autorisation prélèvement fleuve LOIRE (AP DDT)
Prescription contrôlée : La société Carrières THOMAS est autorisée, (...) à pomper dans le fleuve Loire, pour l'alimentation d'une carrière située en bordure de la RD 56 au lieu-dit "Le Châtelard" sur la commune de Saint-Marcel-de-Félines. Le volume d'eau pompé est estimé à 54 000 m3/an avec un débit prélevable par la pompe de 150 m3/h. cette pompe n'est pas fixe et enlevée après chaque usage.
Constats : Concernant les volumes prélevés, se rapporter au constat 1 <u>Concernant les conditions de pompage</u> , il a été constaté la présence d'une pompe sur un radeau posé sur le fleuve Loire sans pompage au moment de l'inspection. Au dire de l'exploitant cette dernière n'est pas enlevée après chaque pompage. Non conforme La plaque présente sur la pompe n'indiquant pas son débit en m3/h, aucune vérification des 150 m3/h autorisés n'a pu être opérée. Non conforme
Observations : L'exploitant devra : - transmettre à l'inspection la garantie du respect du débit de 150 m3/h autorisé. - justifier du maintien de la pompe après chaque usage.

Il est à noter que la durée d'autorisation du pompage dans le fleuve Loire expire au 31/12/2024 (article 2 de l'AP n° DT19-0869 du 30/12/2019).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 1 mois

N° 5 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 10.2.1
Thème(s) : Autre, Eaux de procédés des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que les eaux utilisées sur le site sont issues du recyclage des eaux de lavage des matériaux, des eaux de ruissellement du site et de l'eau de la Loire comme appoint (présence d'un tuyau provenant du fleuve Loire muni d'un compteur). Toutes ces eaux sont stockées dans un bassin au niveau du carreau de la carrière.</p> <p>Ces eaux sont utilisées pour l'arrosage des pistes par une tonne à eau, pour le lavage des gravillons et l'abattage des poussières au niveau des installations de traitement (concassage).</p> <p>Lors de la visite il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucun rejet des eaux de process dans le milieu naturel. - la présence d'une pompe sur un radeau dans le bassin de stockage des eaux, acheminant celles-ci en tête de l'installation de lavage des matériaux. Cette pompe ne comporte pas de compteur volumétrique en sortie. - la présence de nombreux tuyaux souples ou rigides arrivant et repartant du bassin sans identification. - aucun dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de process en cas de rejet accidentel, seul un tuyau de « trop-plein du bassin » se rejetant dans le point bas de la zone de lavage des gravillons. <p>L'exploitant a déclaré introduire un floculant à la sortie de l'installation de lavage afin de précipiter les fines.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - clairement identifier le circuit de recyclage des eaux de process ainsi que tous les tuyaux ou canalisations. - mettre en place ou justifier d'un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de process en cas de rejet accidentel.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 1 mois

N° 6 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 10.2.2
Thème(s) : Autre, Eaux rejetées
Prescription contrôlée : Ces eaux seront dirigées vers un bassin de décantation au point bas du carreau comme indiqué dans l'étude d'impact. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;• la température est inférieure à 30° C ;• les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l ;• la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l ;• les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l . Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures. Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.
Constats : Le site ne rejetant aucune eau de process traitée dans le milieu naturel, l'exploitant ne réalise pas d'analyse de ces eaux. Un curage du bassin est réalisé régulièrement lorsque le niveau de ce dernier le nécessite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article annexe 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des prescriptions AP Cadre Sécheresse
Prescription contrôlée : Cas général : réduction de la consommation d'eau : <ul style="list-style-type: none">- moins 25 % en alerte,- moins 50 % en alerte renforcée,- arrêt des prélèvements en crise
Constats : A la date de la visite, la carrière située dans la zone hydrographique "Fleuve Loire Amont" est placée en situation d'alerte renforcée, et ce jusqu'au 31/10/2023. Lors de la visite il a été constaté: <ul style="list-style-type: none">- la connaissance par l'exploitant de l'entrée en vigueur de l'arrêté cadre sécheresse applicable pour le département de la Loire ainsi que de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2023 renforçant les dispositions suite à l'aggravation de la sécheresse.- la réponse au questionnaire de la DREAL en indiquant vouloir relever d'une adaptation par "prélèvements déjà réduits au minimum" avec l'obligation de réaliser un PSH afin d'être exempté des dispositions générales imposant une réduction progressive des prélèvements (-25%, - 50% et arrêt).- un volume prélevé déclaré sur le PSH de 8822 m3 du 9 mars au 30 septembre 2023. Pas d'enregistrement des volumes prélevés sur les années précédentes.

- le fonctionnement de l'installation de broyage/concassage et de lavage des matériaux. - relevé du compteur sortie fleuve Loire mensuel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article annexe 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des prescriptions AP Cadre Sécheresse
<p>Prescription contrôlée : Les opérations exceptionnelles fortement consommatrices d'eau doivent être reportées.</p> <p>Sont exemptées de toute restriction les entreprises qui répondent à l'un des critères suivants :</p> <p>1) Pour toutes les entreprises : consommation à partir du milieu naturel inférieure à 1000 m3/an et consommation totale inférieure à 7000 m3/an (consommation à partir du milieu naturel inférieure à 1000 m3/an dans le milieu + consommation sur le réseau d'alimentation en eau potable) ; une utilisation économe de l'eau est néanmoins mise en œuvre pour ces activités.</p> <p>2) Pour les ICPE uniquement : celles dont les prélèvements sont déjà réduits au minimum (b). Sont exemptés les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau, utilisés pour le procédé de fabrication, ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, telles qu'un ordonnancement de la production. Pour les ICPE, des informations détaillées sont disponibles sur le site internet de la DREAL Auvergne Rhône Alpes et en particulier à l'adresse https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/eau-r3762.html</p>
<p>Constats : Comme mentionné au constat 7, l'exploitant a indiqué vouloir relever d'une adaptation par "prélèvements déjà réduits au minimum" avec la réalisation d'un PSH.</p> <p>L'exploitant a déclaré dans son PSH les prélèvements effectués dans le fleuve Loire, pour les usages du process (lavage des matériaux, abattement des poussières de l'installation par buses) et l'arrosage des pistes du 09/03 au 30/09/2023, à savoir 8 822 m³. Pas de raccordement AEP sur site.</p> <p><u>I/ Diagnostic des consommations</u> Les informations recueillies sont reprises ci-après : Le milieu de prélèvement est connu: fleuve Loire. Concernant les eaux prélevées, le volume général est connu précisément de part la présence d'un compteur volumétrique sur la pompe au niveau du fleuve (cf. point de contrôle précédent). Pas de rejet au milieu naturel. Un schéma de circulation de l'eau permet de localiser le prélèvement extérieur et les systèmes de recyclage de l'eau en circuit fermé. La notion de prélèvement peut être retenue. Il n'existe pas de sous-compteurs permettant à l'exploitant de connaître précisément la répartition des flux d'eau au sein des différents postes de traitement de l'installation.</p> <p><u>II/ Etat de l'art des économies d'eau :</u> Les résultats du calcul de l'eau consommée par tonne de matériaux lavés ont été présentés pour la période du 09/03 au 30/09/2023.</p>

<p>Les résultats sont respectivement de 0.19, 0.018, 0.11, 0.03 et 0.127 m3/tonne. Les performances du circuit de lavage attendus dans la profession sont de 0.2 m3/t lavés si le taux d'argilosité du tout-venant est inférieur à 10%, et de 0.3 m3/t lavés si le taux est supérieur à 10%.</p> <p>Les résultats obtenus sont bien au-dessus des performances attendues par la profession. Pour autant celles-ci devront être confortées pour les années à venir.</p> <p><u>III/ Recensement des actions de réduction :</u></p> <p>Le process fonctionne en circuit fermé, puisque les eaux de process ne sont pas rejetées au milieu naturel.</p> <p>Les points d'améliorations recensés par l'exploitant mentionnent entre autres, la fermeture du site de 1 à 3 semaines en août, constitution de stocks en périodes hydriques favorables, l'interdiction temporaire de laver le poids-lourds.</p> <p>Observations : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection: - sous 1 mois, le taux d'argilosité des matériaux. - sous 6 mois, d'effectuer un travail plus approfondi pour chacun des postes utilisateur d'eau afin de mieux quantifier les différents usages sur le site et justifier le prélèvement au minimum dans la ressource en eau.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p> <p>Délai : 1 et 6 mois</p>
--

N° 9 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réduction des prélèvements
<p>Prescription contrôlée : Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
<p>Constats : L'exploitant n'a pas pu justifier d'une diminution de 50 % des consommations spécifiques depuis 2018 du fait de l'absence d'enregistrement des volumes prélevés dans La Loire.</p>
<p>Observations : Il conviendra que l'exploitant, sauf à justifier qu'il bénéficie d'une exemption prévue par l'AM visé en référence, garantisse la bonne mise en œuvre et le respect des dispositions de ce même arrêté.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 6 mois